

CONV 622/03

CONTRIB 278

FØLGESKRIVELSE

fra: sekretariatet

til: konventet

Vedr.: **Bidrag fra Oguz Demiralp, medlem af konventet: "Spørgsmål, der blev drøftet på
det supplerende plenarmøde den 5. marts 2003"**

Generalsekretæren for konventet har modtaget vedlagte bidrag fra Oguz Demiralp, medlem af konventet.

CONTRIBUTION DE M. OGUZ DEMIRALP, MEMBRE SUPPLÉANT DE LA CONVENTION EUROPÉENNE

QUESTIONS DÉBATTUES LORS DE LA SESSION PLÉNIÈRE ADDITIONNELLE DU 5 MARS 2003

1) Compétences exclusives :

- a) Convient-il de renommer a catégorie des compétences « exclusives » en compétence « propres » de l'Union ? La définition en serait-elle la même ?**

Le terme « compétences exclusives » ne prête pas à confusion. Par conséquent, il n'est pas nécessaire de renommer la catégorie des compétences « exclusives » en compétences « propres » de l'Union.

- b) Certains domaines devraient-ils être rajoutés dans cette catégorie (certains conventionnels ont évoqué le marché intérieur, la cohésion économique et sociale, le financement de l'Union) ?**

Le Marché intérieur est le domaine où l'acquis communautaire est le plus développé. Ce développement est le fait des instances communautaires. Par conséquent, il doit être soustrait de la catégorie des compétences partagées et rajouté à celle des compétences exclusives.

En outre, la cohésion économique et sociale est en relation étroite avec la politique sociale et régionale communautaire. Or, ces dernières font parties des compétences partagées. Par conséquent, il convient de maintenir la cohésion économique et sociale dans la catégorie des compétences partagées.

Par ailleurs, s'il est nécessaire d'inclure des dispositions relatives au financement de l'Union dans le Traité constitutionnel, celles-ci devraient figurer parmi les compétences exclusives.

- c) Convient-il de considérer certains domaines, comme les quatre libertés, ou encore certains aspects sensibles de la politique commerciale, comme une compétence partagée, comme l'ont suggéré d'autres conventionnels ?**

Les quatre libertés fondamentales sont étroitement liées au Marché intérieur. Par conséquent, l'inclusion de ces libertés dans la catégorie des compétences exclusives dépend de l'inclusion du marché intérieur dans cette catégorie.

Le maintien de certains aspects sensibles de la politique commerciale dans la catégorie des compétences partagées peut être reconsidéré.

d) Le principe de subsidiarité pourrait-il s'appliquer à cette catégorie ou à certaines de ces compétences ?

Par définition, le principe de subsidiarité ne peut s'appliquer dans la catégorie des compétences exclusives.

2) Compétences partagées :

a) Dès lors que la catégorie des compétences partagées constitue une catégorie résiduelle, convient-il ou non d'énumérer les principaux domaines concernés ?

Même si cette catégorie de compétence constitue une catégorie résiduelle, il convient d'énumérer les principaux domaines concernés.

b) Si une telle énumération demeure non exhaustive, convient-il néanmoins de rajouter certains domaines (certains conventionnels ont évoqué par exemple la lutte contre les discriminations, l'égalité des genres, les services d'intérêt général, la dimension fiscale du marché intérieur, la protection contre les catastrophes, la protection des animaux, etc.) ?

Une telle énumération ne peut pas être exhaustive. Il convient de rajouter dans cette catégorie, entre autre, la lutte contre les discriminations, l'égalité des genres, les services d'intérêt général, etc...

3) Politique étrangère et de sécurité commune et coordination des politiques économiques :

a) Compte tenu de leur spécificité, notamment de leur nature principalement non législative, la coordination des politiques économiques et la politique étrangère et de sécurité commune ne doivent-elles pas constituer des catégories à part ?

Compte tenu de leur particularité, la coordination des politiques économiques et la politique étrangère et de sécurité commune doivent constituer des catégories à part. A cet égard, il convient de maintenir les paragraphes pertinents de l'article 10 du projet du Traité constitutionnel.

b) Faut-il mettre davantage en évidence la politique de défense commune ?

Il faudrait davantage mettre en évidence la politique de défense commune, y compris sa définition progressive.

c) Convient-il de considérer dans un même ensemble la coordination des politiques économiques, sociale et de l'emploi, comme l'a suggéré un certain nombre de conventionnels ?

Les politiques économiques et sociales sont étroitement liées, à l'échelle nationale, comme à l'échelle communautaire. Il convient dès lors de considérer dans un ensemble la coordination des politiques économiques, sociales et d'emploi.

d) Faut-il indiquer que c'est l'Union, le Conseil ou les Etats membres qui coordonne ces politiques ?

Il faudrait indiquer dans le Traité constitutionnel que c'est l'Union qui coordonne ces politiques.

4) Domaines d'actions d'appui :

a) La catégorie des domaines d'actions d'appui doit-elle énumérer de façon exhaustive ou non les domaines concernés ?

Cette catégorie d'actions doit énumérer de façon exhaustive les domaines concernés.

b) Quelle relation établir entre cette catégorie et celle des compétences partagées ? (Certains conventionnels ont suggéré de ne pas exclure *a priori* toute harmonisation, même minimale, dans la catégorie des domaines d'action d'appui, tandis que d'autres ont suggéré de faire apparaître que certaines compétences partagées peuvent aussi donner lieu à des actions d'appui).

A priori, on peut envisager une harmonisation dans cette catégorie.

En outre, une relation entre cette catégorie et celle des compétences partagées n'est pas à exclure.

5) Clause de flexibilité :

a) Une telle clause devrait-elle pouvoir jouer dans les deux sens ?

Cette clause, telle que définie dans l'article 16 du projet du Traité Constitutionnel, prévoit l'action de l'Union pour atteindre l'un des objectifs de l'Union, sans que cette action ait été prévue par la Constitution.

Demander que cette clause joue dans les deux sens, nécessiterait de conférer aux Etats Membres le même droit d'initiative ; auquel cas, il faudrait imaginer autant d'initiative que d'Etats Membres. Cela, pour être réalisé, nécessiterait une procédure très lourde.

b) Quelle est la procédure la plus appropriée (rôle du Parlement européen ? majorité qualifiée ?)

La procédure la plus appropriée pour conférer à l'Union une telle compétence, serait la procédure actuelle : le Conseil statuant à l'unanimité, sur proposition de la Commission et après avis conforme du Parlement européen.

c) La durée d'application des actes adoptés sur base de cette procédure pourrait-elle être limitée dans le temps (*sunset clause*) ?

On peut imaginer une durée d'application des actes adoptés sur base de cette procédure.
